

PRÉSIDENTIELLE 2002 *A la veille du second tour de scrutin*

# Gare au double langage !

Le score remarquable réalisé par les candidats anti-mondialisation - 43,77 % si l'on cumule les votes de Le

PAR  
PHILIP GORDON  
ET SOPHIE MEUNIER\*

Pen, Laguiller, Chevènement, Besancenot, Gluckstein, Mère, Hue et Mégret (48,02 % si l'on inclut Saint-Josse) - confirme l'impression d'une France qui se veut chef de file de la contestation contre l'intégration économique internationale. Avant les élections, déjà, le dynamisme des mouvements anti-mondialistes, des supporters de José Bové aux militants d'Attac !, distinguait la France de ses voisins. Les Français semblent en effet obsédés par la mondialisation, à en juger, non seulement par le vote du 21 avril, mais aussi par la place qui lui a été accordée, depuis plusieurs années, dans la presse, en librairie et dans les discours politiques.

C'est surtout ce dernier point qui contribue à l'impression d'une « exception française » vis-à-vis de la mondialisation : de la « mondialisation maîtrisée » prônée depuis des années par Jospin à l'appel à « humaniser la

mondialisation » lancé par Chirac, les hommes politiques français modérés, de droite comme de gauche, émaillent leurs discours d'une rhétorique critique à l'égard d'un phénomène largement ignoré par leurs homologues européens et américains. Ceci n'est pas surprenant : selon une série de sondages effectués ces dernières années, pas moins de 72 % des Français se disent « méfiants » envers la mondialisation, 65 % la perçoivent comme une cause directe de l'aggravation des inégalités sociales, 56 % pensent qu'elle menace l'identité française et 55 % qu'elle met en danger les entreprises et les emplois français.

Et pourtant, la France est un pays dont l'économie et la société se sont remarquablement bien adaptées à cette mondialisation libérale tant décriée. On peut en juger par l'ouverture de l'économie sur l'extérieur, la part des échanges étant montée à 49 %, presque deux fois plus qu'aux Etats-Unis et au

*La France s'est remarquablement bien adaptée à la mondialisation libérale tant décriée*

Japon ; par l'engagement international des entreprises françaises, dont un très grand nombre tirent la plupart de leurs revenus de l'étranger ;

ou par l'ouverture de la Bourse, dont presque 40 % du capital provient désormais de l'extérieur. De la même manière, la conversion du gouvernement sortant aux privatisations, à hauteur de 31 milliards d'euros sous Jospin, et aux « stock-options » plus utilisées en France que partout ailleurs à l'exception des Etats-Unis, illustre bien ce phénomène.

Ce paradoxe peut être interprété comme une sorte de schizophrénie collective ou comme le caprice d'une nation qui veut, comme dit l'adage populaire, le beurre et l'argent du beurre : d'un côté, plus de régulation, plus d'Etat, plus de protection ; de l'autre, plus de liberté économique individuelle, plus de choix, plus d'intégration dans le reste du monde.

Ce double discours peut aussi être facilement interprété comme un signe de duplicité, et cette impression a clairement contribué au résultat inattendu de dimanche dernier : les Français pensent que les hommes politiques disent une chose mais en font une autre ou, pire, disent une chose pour masquer ce qu'ils font vraiment. Ainsi, Lionel Jospin a pris clairement position pour soutenir une loi sur les nouvelles régulations économiques et pour défendre la taxe Tobin quand, en réalité, son gouvernement a privatisé presque autant que les trois précédents gouverne-

ments de droite réunis, et ouvert des pans entiers de l'activité économique à la concurrence. Quant à Chirac, il évite aussi de parler franchement à l'électorat des avantages du libre-échange et de l'entreprise, et choisit plutôt d'émailler tous ses propos de références à une mondialisation humaine, juste, et sociale. Bref, ceux qui étaient, il y a peu de temps encore, donnés comme les deux principaux candidats tiennent sur la mondialisation - et parfois contre elle - des discours identiques, tout en partageant, dans les faits, une réelle volonté d'adapter la France aux défis posés par l'économie globale.

Pourquoi cette dissonance entre les mots et les faits ? Dans un pays longtemps caractérisé par le « dirigisme » économique et le rôle central de l'Etat dans la gestion de l'activité économique et sociale - antithèses mêmes de la mondialisation libérale -, il est très difficile, voire suicidaire, pour les hommes politiques d'avouer que les contraintes externes sont telles qu'ils ne maîtrisent plus de nombreux leviers de l'économie nationale. Au contraire, ils doivent prouver qu'ils restent solidement aux commandes de l'économie et de la société. Lorsque Jospin, à propos de l'affaire Michelin, avait déclaré que ce n'était plus à l'Etat d'administrer l'économie, cela provoqua un scandale. Il dut ensuite revenir sur ses propos et répéter aux Français que l'Etat était là

pour les protéger contre la mondialisation. Et lorsque ce type d'affaire revint sur le devant de la scène avec Danone et Marks & Spencer, cette fois on parla d'un projet de loi sur les nouvelles régulations économiques... Plutôt que d'expliquer aux Français que, parfois, il peut s'avérer nécessaire de supprimer mille emplois pour en préserver davantage, beaucoup de

*Nombre des électeurs de la gauche ont préféré opter pour ceux qui abhorraient sans nuances la globalisation des échanges*

dirigeants politiques optent pour la démagogie, comme par exemple lors de l'appel au boycottage des produits Danone.

Faut-il pour autant condamner sans appel ce double discours français ? La question se pose car, dans bien des cas, Jospin et Chirac défendent une approche maîtrisée de la mondialisation, non pas pour masquer leur inavouable perte de contrôle, mais véritablement parce que c'est la seule façon d'acclimater la France à ce phénomène. Souvenons-nous de la position d'Edouard Balladur qui, lors de la campagne présidentielle de 1995, avait parlé ouvertement aux Français des limites de l'action de l'Etat, pour finalement se retrouver évincé du pouvoir. Le même phénomène

réapparait un an après quand les réformes d'Alain Juppé échouent de façon spectaculaire. On peut donc comprendre que les campagnes de Jospin et de Chirac ont tenu compte de ces « leçons », car le but d'un homme politique doit être de gagner le pouvoir pour être en mesure de l'utiliser.

A long terme, cependant, comme les résultats des élections viennent de le montrer, cet opportunisme politique peut se révéler coûteux pour la France et ses dirigeants.

Les électeurs qui se sont déplacés pour le premier tour ont voulu prouver qu'ils n'étaient pas dupes. Il est difficile pour les hommes politiques d'affirmer une chose et de faire son contraire, sans encourir de sanction électorale. L'alternance législative répétée sans exception depuis 1978 et l'augmentation spectaculaire de l'absentéisme et du vote protestataire sont autant de preuves que les Français ne sont pas dupes de ces discours cherchant à leur masquer les réalités.

Il est regrettable que les gouvernements de la fin des années 1990 n'aient pas profité de la bonne conjoncture économique pour engager plus de réformes nécessaires et plus de pédagogie envers l'électorat. Pourquoi la gauche modérée ne

reconnait-elle pas ouvertement que la mondialisation a de bons aspects qu'il faut encourager même s'il faut aussi se protéger contre ses effets les plus néfastes, et préfère-t-elle réformer l'économie et la société françaises de manière furtive tout en diabolisant la mondialisation ? Nombre de ses électeurs ont ainsi préféré opter pour ceux qui abhorraient sincèrement cette mondialisation diabolisée. Pourquoi la droite modérée n'ose-t-elle pas défendre ouvertement les thèses libérales, au lieu de s'enfermer dans un discours ambigu ? Il n'est donc pas surprenant que beaucoup de ses électeurs ont préféré croire aux sirènes alarmistes de Le Pen, mettant en avant le déclin national et l'identité française menacée par les immigrés, par les Eurocrates, par la mondialisation.

Le vrai talent des hommes politiques doit être de trouver la bonne voie entre l'opportunisme cynique de ce double langage et les risques politiques d'un surcroît d'honnêteté. En ce qui concerne la question de la mondialisation, sans doute ce talent a-t-il fait défaut à la fois à Chirac et à Jospin.

\*Auteurs du *Le Nouveau Défi français : la France face à la mondialisation* (Odile Jacob). Philip Gordon est directeur du Centre d'études sur la France et les Etats-Unis à la Brookings Institution, Etats-Unis. Sophie Meunier est chercheur au Centre d'études internationales de l'université de Princeton, Etats-Unis.

COURRIER DES LECTEURS

## Paradoxe

J'ai été choquée d'entendre un leader syndical appeler, depuis le défilé du 1<sup>er</sup> Mai, à voter Jacques Chirac et, dans le même temps, annoncer un troisième tour social. Paradoxe d'une marche pour la démocratie et d'un discours empreint de rapports de forces et du pouvoir de la rue. Contraste d'une spontanéité républicaine généreuse et salubre des jeunes et d'une récupération qui paraît bien moins saine. Certains n'ont-ils donc rien compris au message des urnes qui a sanctionné un bilan social navrant d'une gauche autotatisée ? Pendant ce temps, la surenchère pointe dans un double langage qui ne peut que troubler ceux qui sont dans le désarroi et aider l'extrême droite plutôt que la démocratie. Il y a des mesures à prendre, il y a des actions à engager pour redonner confiance et rétablir un équilibre social nécessaire. Cela suppose d'installer un dialogue social responsable et le respect des institutions et des élus. Des leçons devront être tirées par tous et des comportements devront évoluer pour que cette alerte ne devienne pas un danger de demain.

Brigitte MORIT,  
Paris.

## Inconscients

J'espère que les irresponsables qui sifflent *La Marseillaise* et les inconscients qui sèment le trouble se rendent compte du préjudice qu'ils font porter sur l'ensemble des immigrés et du prix fort qu'ils font payer aux citoyens libres. Ils sont en partie responsables de l'arrivée de l'extrême droite et de l'ascension de Le Pen.

Ashraf MAHTAB,  
92200 Neuilly-sur-Seine.

## Le Pen et l'ENA

L'échec des partis de gouvernement au premier tour de la présidentielle est aussi un rejet de l'ENA et de sa technocratie. Dans l'inconscient populaire, le deuxième tour annoncé, c'était les hauts fonctionnaires de droite (Chirac, Juppé, Villepin, Copé...), tous énarques, contre leurs camarades de promotion de gauche (Jospin, Aubry, Guigou, Hollande, Fabius...) également énarques.

Cette confiscation du pouvoir par l'aristocratie fonctionnaire a désespéré le peuple. L'irruption de Le Pen au deuxième tour, c'est le tiers-état qui s'invite à la table de la noblesse d'Etat.

Pierre SECRET,  
Paris.

## Le Pen et l'Europe

Mercredi soir, sur TF 1, Le Pen a qualifié l'euro de « monnaie d'occupation » alors que sa création avait été actée par le peuple français lors du référendum sur Maastricht. Quelle honte ! Quel mépris du suffrage universel ! Dans la foulée, Le Pen a pris une deuxième fois les électeurs pour des imbéciles en croyant déceler dans leur vote une « formidable magouille ». Probablement une diversion, car le candidat s'est avéré beaucoup moins à l'aise pour chiffrer et argumenter ses propositions économiques. Une sortie de l'Union européenne serait ridicule, aberrante, suicidaire. Elle conduirait la France au désastre, en particulier pour les catégories les plus défavorisées. Les Français, enfin réveillés, ont largement compris ce qu'il leur reste à faire.

Dominique MIGNON,  
domig14@hotmail.com

## A nos lecteurs

Rappelons à nos correspondants que les textes envoyés par e-mail doivent, comme les autres, mentionner le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'expéditeur.

37, rue du Louvre 75002  
Paris. Fax: 01 42 21 28 66.  
Minitel : 3615 FIGARO  
rubrique COU. E-mail :  
mclou@lefigaro.fr

# Un nouveau départ

La gauche a été éliminée lors du premier tour de l'élection présidentielle. Les raisons de cette déroute sont simples, et il

PAR  
BERNARD DEBRÉ \*  
ET JACQUES VERGÈS \*\*

n'est pas acceptable d'en rejeter les responsabilités, péle-mêle, sur la télévision, la campagne de Jacques Chirac, l'extrême droite ou l'abstention.

La France a été mal gouvernée pendant cinq ans, les socialistes ont manqué l'arrogance, la démagogie et une idéologie ringarde.

L'arrogance est le terme qui lui convient le mieux. Qu'on se souvienne de Martine Aubry et de ses 35 heures, imposées sans concertation, bernant les chefs d'entreprise, méprisant les syndicats : d'Elisabeth Guigou, battue aux élections muni-

cipales d'Avignon, pleurant de rage et accusant - déjà - le Front national, au lieu de s'en prendre à elle-même ; quant à Noël Mamère, ses outrances verbales ont été inquiétantes, fleurant l'intolérance équivoque. Voici, même après ce premier tour de l'élection présidentielle, que la gauche refuse de reconnaître ses erreurs et poursuit sur le registre de l'arrogance. Quand donc les intellectuels, dits de gauche, accepteront-ils de reconnaître qu'ils ne représentent pas le peuple de France, et qu'à vouloir imposer leur pensée unique, intolérante comme des vérités révélées, ils tournent le dos à la démocratie ?

La gauche plurielle, pendant cinq ans, a manqué avec obstination une démagogie outrancière.

Acceptant de troquer l'unité de la République contre des promesses non tenues de paix en Corse ou en Bretagne, risquant de faire exploser notre cohésion nationale.

Cédant avec complaisance à toutes les revendications catégorielles. Souvenons-nous des gendarmes défilant en uniforme dans nos villes. Souve-

nons-nous de cette image désastreuse du ministre des Armées sablant le champagne avec les militaires en grève.

La démagogie a atteint son paroxysme quand Lionel Jospin annonçait comme des mesures phares de son programme la disparition des SDF et le vote des jeunes de 17 ans ! Souvenons-nous aussi de cette gauche plurielle qui, dans un élan d'hypermagouille, voulait « ratisser large », a envoyé des ministres à Porto Alegre soutenir les antimondialistes, tandis que d'autres s'asseyaient confortablement à côté des re-

*Le Front national propose des solutions dramatiques pour résoudre les véritables problèmes du peuple de France*

présentants des pays les plus riches du monde à l'occasion des conférences de Davos.

Cette politique de gribouille a aussi été marquée par une idéologie ringarde datant du

XIX<sup>e</sup> siècle, laissant croire aux Français qu'ils n'avaient plus besoin de travailler pour gagner leur vie. C'était le slogan dévastateur du « temps des loirs ». Ah, ces 35 heures ! Quelle trahison ! Au début c'était comme un conte de fées, la solidarité à l'état pur, c'était encore l'époque où le travail était censé apporter la dignité à l'homme. Qui pouvait s'opposer à un tel élan de générosité ? Donne une part de ton travail à ceux qui n'en ont pas, comme on disait aussi partage ton pain avec ceux qui en manquent. Cette utopie s'est fracassée

sur les réalités économiques et mondiales, les 35 heures, contrairement à ce qui a été dit, n'ont pas permis d'embauches massives. Elles ont tout au plus

stoppé l'élan économique de la France. Cette trahison a été de transformer cette idée utopique en un slogan ravageur : « Français, en votant pour les socialistes, tu n'auras plus besoin de

travailler. » La France est devenue un peuple d'assistés.

Enfin, l'idéologie des socialistes a été dévastatrice vis-à-vis de la sécurité. Oui, l'insécurité existe, et ce n'est certainement pas en censurant la télévision qu'on la fera disparaître. Elle est due à l'incapacité du gouvernement à faire respecter les lois de la République, mais encore plus à son manque de générosité, à son refus de consentir l'effort voulu pour une politique d'intégration véritable.

Toutes ces raisons, et bien d'autres, ont disqualifié les socialistes, ils ont perdu, nous n'allons pas jeter une larme sur leur départ, mais ils laissent la France dévastée.

Voici maintenant que surgissent les extrêmes.

L'extrême gauche nous promet le « grand soir ». Nous ne sommes plus au XIX<sup>e</sup> siècle.

Le Front national propose des solutions dramatiques pour résoudre les véritables problèmes que le peuple de France rencontre chaque jour. Mais une France repliée sur elle-même n'est pas la France que nous souhaitons pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

# La communauté portugaise est inquiète

Entre 1963 et 1973, une forte immigration portugaise a été accueillie en France. Le Portugal estime à 800 000 le

PAR  
VICTOR DOS SANTOS \*

nombre de ses ressortissants en France, dont 15 % détenant une double nationalité. Si cette immigration semblait avant tout économique, le facteur politique n'était pas totalement absent. Il fut même à mon sens décisif. Marquée par plus de trente années de salazarisme, les migrants portugais voyaient

en la France un pays démocratique, républicain et épanouissant. Aujourd'hui, le discours du Front national leur rappelle étrangement celui du Dr Salazar, qui était représenté comme le « Sauveur de la Patrie [agissant] en tout pour la Nation et en rien contre la Nation ».

S'il est remarquable que les Portugais se sont intégrés, de manière exemplaire, à la société française - qui, aujourd'hui, n'a pas dans son entourage une connaissance appréciée portugaise ? -, les ressortissants d'une des plus jeunes démocraties européennes sont des Européens de fait et des européens convaincus. Leur double attachement à la France et au Portugal fait de la communauté portugaise une communauté active qui se sent menacée par

la montée de l'extrême droite en France et par ses positions anti-européennes. Les Portugais et les Français d'origine portugaise se sont réveillés le 22 avril avec le spectre du populisme et de « l'ordre nouveau », celui qu'ils ont combattu jusqu'au 25 avril 1974. Le parfum d'avril, celui de la révolution pacifique antifasciste au Portugal, est amer en 2002.

Le candidat du Front national, anti-européen, effraie ces Portugais attachés à leur terre d'accueil, effraie cette jeunesse française issue de l'immigration portugaise par son discours anti-Maastricht. Si, demain, la France sort de l'Europe, les Portugais ne seront ni plus ni moins que des étrangers en France. Le lien privilégié entre les Français et les Portugais sera rompu.

Seraient-ils renvoyés dans leur pays sans aucune explication, sans l'ombre d'un humanisme quelconque, eux qui sont la courroie de transmission des nombreux échanges entre la France et le Portugal, eux qui ont permis concrètement à

*A leur arrivée en France, mes parents étaient persuadés que le populisme était banni sous toutes ses formes en Europe*

deux peuples de se rencontrer et de vivre ensemble ? Cette communauté portugaise se sent désemparée : « Si je pouvais voter, nous nous serions mobilisés politiquement depuis longtemps contre le Front na-

tional », me disent mes parents, arrivés en France lorsqu'ils étaient enfants. Ils ont peur. Ils étaient persuadés que le populisme était banni sous toutes ses formes en Europe.

L'heure est donc à la mobilisation pour la communauté portugaise. Des associations portugaises au travail des Français d'origine portugaise et des représentants du Portugal en France, en passant par les émissions politiques de Radio Alfa (98.6 FM sur l'île-de-France), les Portugais de France veulent se manifester et rejoindre le grand mouvement pour la République et la

démocratie né des résultats du premier tour de l'élection présidentielle. La politique d'immigration et les mesures proposées par le Front national et son leader ne sont pas acceptées par cette communauté - interdiction de la double nationalité, suppression de la carte de séjour de dix ans, immigration légale interdite en dehors des cas exceptionnels. Les Portugais de France ne peuvent faire autrement que de s'impliquer, une manière pour eux de remercier la démocratie française de leur avoir donné la chance de s'accomplir dans leur vie. « O povo unido jamais sera vencido » : le peuple uni jamais ne sera vaincu. Il y a vingt-huit ans, les Portugais se libéraient du joug de la dictature, pacifiquement, en arborant des ceillots sur leur poitrine et au bout du fusil.

Ils travaillent pour leur bonheur en France, ils participent depuis quarante ans au développement économique, humain et culturel de la France et contribueront encore, dans les années à venir, au développement du pays qui fut et restera un exemple pour eux de liberté, d'égalité des chances et de fraternité entre les peuples. Plus que jamais, les Portugais de France parlent de leur révolution pour la liberté, arborent dans leur cœur des ceillots et sont solidaires de la République française. Le peuple républicain et démocratique uni, par-delà les clivages racistes et artificiels proposés par l'extrémisme et le populisme, ne sera plus jamais vaincu.

\* Etudiant en 5<sup>e</sup> année à l'IEP de Paris.